

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 juin 2022

Objet n° 31 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mme Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Quentin Vanbaelen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Sihame Haddioui, Echevin; M. Sadik Koksall, Mme Done Sonmez, M. Taoufik Ben addi, Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mmes Vanessa Loodts, Maïté Bodart, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement relatif à l'intervention financière de la Commune dans les frais et honoraires des avocats et frais de justice des agents victimes d'actes intentionnels de violence - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné, et plus particulièrement les articles 36sexies et suivants, qui offrent un régime spécifique en faveur des membres du personnel enseignant (dont les professeurs des écoles communales) en prévoyant une assistance psychologique et en justice lorsqu'ils sont victimes d'un acte de violence dans le cadre ou en relation avec l'exercice de leurs fonctions ;

Vu les décisions du Collège des 12 octobre 2021 et ?? 2022 et leurs annexes ;

Considérant qu'il ressort de différents rapports adressés au Collège des Bourgmestre et Echevins que les agents communaux sont, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, de plus en plus souvent la cible d'agressions de la part de citoyens ;

Que ces agressions constituent des infractions pénales qui causent des dommages à nos agents ;

Considérant que les agents agressés peuvent ressentir le besoin d'obtenir réparation de leur dommage ou de ne pas laisser leur agresseur impuni en initiant ou en prenant part à une action civile et/ou pénale ;

Qu'ils doivent dès lors recourir à l'assistance d'un avocat pour le représenter et défendre leurs intérêts devant les cours et tribunaux ;

Que les frais et honoraires d'avocat ainsi que les frais de justice qui en découlent sont souvent un réel obstacle financier à la volonté des agents de ne pas laisser leur agression sans suites ;

Considérant que la Commune souhaite soutenir les agents qui, parce qu'ils oeuvrent à la réalisation de ses missions d'intérêt public, sont victimes d'actes intentionnels de violence ;

Qu'en intervenant dans la prise en charge des frais et honoraires d'avocat et frais de justice, la Commune permet ainsi à ses agents de s'inscrire dans les poursuites judiciaires qui visent à réparer leur dommage et/ou à punir leur agresseur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE

TITRE PRELIMINAIRE

Art. 1 : champ d'application

§1. - Le présent règlement s'applique à toute personne mise au travail par l'administration communale de Schaerbeek, indépendamment du fait qu'elle est occupée en qualité d'agent statutaire nommé à titre définitif ou en stage ou qu'elle est liée par un contrat de travail, à l'exception du personnel subventionné des établissements communaux d'enseignement.

§2.- Par acte intentionnel de violence, il faut entendre tout acte volontaire de violence physique (coups) ou psychologique (menaces) qui a généré un dommage physique ou matériel à un agent. Le dommage qui serait exclusivement moral ne sera pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un harcèlement.

TITRE I : Intervention financière dans les frais et honoraires d'avocat et frais de justice

Art. 2 : conditions d'intervention

§1. - L'agent qui est victime d'un acte intentionnel de violence en lien avec l'exercice de ses fonctions ou en raison de sa qualité d'employé communal, et qui souhaite initier ou prendre part à une action en justice, bénéficie d'une assistance en justice sous la forme d'une intervention financière de la Commune dans ses frais et honoraires d'avocat ainsi que dans ses frais de justice. Par action en justice, il faut entendre toute action portée devant les juridictions civiles et pénales ordinaires, de jugement ou d'instruction.

§2. - L'intervention financière de la Commune dans les frais et honoraires d'avocat ainsi que les frais de justice est plafonnée à 1.800 € par agent par agression. Ce montant peut être revu par le Collège au cas par cas.

§3. - L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de la commune aucune reconnaissance de sa responsabilité.

Art. 3 : Non-intervention

§1. - L'assistance en justice peut être refusée par la commune lorsque les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions ou la qualité d'agent communal.

§2. - L'assistance en justice peut également être refusée dans les cas suivants :

1°) lorsqu'il est manifeste que l'agent concerné a commis une faute intentionnelle, une faute lourde ou une faute légère habituelle ;

2°) l'agent a refusé d'emblée et sans motifs fondés la médiation pénale ;

3°) l'agent intente une action contre un autre membre du personnel ;

4°) l'agent intente une action contre la Commune ;

5°) la thèse de l'agent n'est pas défendable ;

6°) le tiers fait une proposition transactionnelle équitable et sérieuse ;

7°) l'agent envisage un recours contre une décision judiciaire intervenue alors qu'il ne présente pas de chance sérieuse de succès.

§3. – Le refus d'octroyer l'assistance devra constater l'existence manifeste d'une des causes d'exclusion énoncée aux paragraphes 1 et 2 et devra être motivé en la forme, par application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

§4. – Lorsque l'assistance en justice n'a pas été accordée conformément à l'article 2 et qu'il ressort de la décision de justice ou de l'enquête de police que ce refus n'était pas fondé, l'agent a droit au remboursement des frais qu'il a exposés dans le cadre de la procédure, dans les limites de ce que prévoit l'article 2 §2.

A contrario, lorsque l'assistance en justice a été accordée mais qu'il ressort de la décision de justice ou de l'enquête de police qu'elle n'aurait pas dû l'être, les frais exposés par la Commune dans le cadre de la procédure peuvent être récupérés auprès de l'agent communal, de la manière prévue à l'article 6.

Art. 4 : démarche

§1. – Afin de solliciter l'intervention financière visée à l'article 2, l'agent complète le formulaire repris en annexe et l'introduit auprès du service juridique (en mains propres ou à l'adresse mail servicejuridique@1030.be), qui le soumettra au Collège pour décision.

Art. 5 : choix de l'avocat, paiement des factures et sort des dépens

§1. – L'agent accepte que ses intérêts soient défendus par l'avocat que la commune lui désigne. Si l'avocat a été négligent dans la défense des intérêts de l'agent, ce dernier et la Commune peuvent s'accorder pour le remplacer.

§2. – L'avocat de l'agent peut introduire ses demandes de paiement directement auprès de la Commune. L'agent peut également payer lui-même les honoraires et demander un remboursement par la suite à la Commune, dans les limites de l'article 2, §2.

Le remboursement se fera sur base des éléments suivants :

- facture détaillée des prestations accomplies par l'avocat
- communication des principales pièces de procédure attestant de la réalisation de ces prestations
- preuve de paiement.

§3. – Si des dépens (en ce qui compris une indemnité de procédure) sont octroyés à l'agent par la juridiction devant laquelle l'action en justice a été portée, la commune est subrogée dans les droits et actions de l'agent pour la récupération de ces dépens, à concurrence du montant des frais et honoraires d'avocat pris en charge en application de l'article 2.

Art. 6 : recours de la commune

Dans les cas visés par les articles 3, §4, al. 2 et 5, § 3, les modalités de récupération des dépens et frais d'assistance en justice par la commune auprès de l'agent font l'objet d'un accord avec le service de la Recette.

En cas de désaccord ou de non-respect du plan de paiement établi de commun accord, la commune pourra imputer ces montants sur la rémunération de l'agent, dans les limites fixées par l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

TITRE II : ENTREE EN VIGUEUR

Art. 7 : entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} XXX 2022. Ses dispositions s'appliquent pour tout acte intentionnel de violence commis envers des agents communaux à partir de cette date

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 juin 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 juni 2022

Voorwerp nr 31 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Quentin Vanbaelen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; H. Sadik Koksai, Mevr. Done Sonmez, H. Taoufik Ben addi, Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mevr. Vanessa Loodts, Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Reglement betreffende de financiële tussenkomst van de gemeente in de kosten en honoraria van advocaten en justitiekosten van ambtenaren slachtoffer van opzettelijke geweldplegingen - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, en meer bepaald de artikelen 36sexies en volgende, die een specifieke regeling bevatten ten gunste van het onderwijzend personeel (met inbegrip van de leerkrachten van de gemeentescholen) door te voorzien in psychologische en juridische bijstand wanneer zij het slachtoffer zijn van een daad van geweld in de context van of in verband met de uitoefening van hun functie; Gelet op de beslissingen van het College van 12 oktober 2021 en ?? 2022 en hun bijlagen;

Overwegende dat uit verschillende aan het college van burgemeester en schepenen toegezonden rapporten blijkt dat de gemeenteamttenaren bij de uitoefening van hun functie steeds vaker het doelwit zijn van aanvallen van burgers;

Dat deze aanvallen misdrijven zijn die schade toebrengen aan onze ambtenaren;

Overwegende dat de aangevallen ambtenaren de behoefte kunnen voelen om hun schade vergoed te krijgen of hun aanvaller niet ongestraft te laten door een burger- en/of strafrechtelijke procedure aan te spannen of eraan deel te nemen;

Dat zij dus de bijstand van een advocaat moeten inroepen om hen te vertegenwoordigen en hun belangen voor de hoven en rechtbanken te verdedigen;

Dat de kosten en honoraria van een advocaat en de daaruit voortvloeiende gerechtskosten vaak een reële financiële belemmering vormen voor de wens van de ambtenaren om de gewelddaad niet ongestraft te laten;

Overwegende dat de gemeente steun wenst te verlenen aan de ambtenaren die, omdat zij zich inzetten voor de uitvoering van hun taken van algemeen belang, het slachtoffer zijn van opzettelijke gewelddaden;

Overwegende dat de gemeente, door de kosten en honoraria van de advocaat en de gerechtskosten te vergoeden, haar ambtenaren in staat stelt deel te nemen aan een gerechtelijke procedure die tot doel heeft hun schade te herstellen en/of hun agressor te straffen;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

VOORLOPIGE TITEL

Art. 1: toepassingsgebied

§1. - Dit reglement is van toepassing op elke persoon die in dienst is van het gemeentebestuur van Schaarbeek, ongeacht of het gaat om een statutaire beampte in vaste dienst of op proef, of om iemand met een arbeidsovereenkomst, met uitzondering van het gesubsidieerd personeel van de gemeentelijke onderwijsinstellingen.

§2. - Onder opzettelijke gewelddaden wordt verstaan iedere opzettelijke daad van lichamelijk (slagen) of psychisch geweld (bedreigingen) die een ambtenaar lichamelijke of materiële schade heeft berokkend. Schade die uitsluitend van morele aard is, zal alleen in aanmerking worden genomen als zij deel uitmaakt van pesterijen.

TITEL I: Financiële tussenkomst in de kosten en honoraria van advocaten en gerechtskosten

Art. 2: voorwaarden voor tussenkomst

§1. - De ambtenaar die het slachtoffer is van een opzettelijke gewelddaad die verband houdt met de uitoefening van zijn functie of wegens zijn hoedanigheid van gemeenteamttenaar, en die een gerechtelijke procedure wil aanspannen of eraan wil deelnemen, geniet rechtsbijstand in de vorm van een financiële tussenkomst van de gemeente in de kosten en honoraria van advocaten en in de gerechtskosten.

Onder gerechtelijke procedure wordt verstaan elke vordering die voor de gewone burgerlijke of strafrechter wordt gebracht, voor het vonnisgerecht of het onderzoeksgerecht.

§2. - De financiële tussenkomst van de gemeente in de kosten en honoraria van de advocaat en in de gerechtskosten is beperkt tot 1.800 euro per ambtenaar per gewelddaad. Dit bedrag kan per geval door het College worden herzien.

§3. - De voorziene rechtsbijstand houdt geen erkenning van aansprakelijkheid door de gemeente in.

Art. 3: Niet-tussenkomst

§1. - De gemeente kan de rechtsbijstand weigeren indien de feiten duidelijk geen verband houden met de uitoefening van de functie of het statuut van gemeenteamttenaar.

§2. - De rechtsbijstand kan ook worden geweigerd in de volgende gevallen:

1°) indien het duidelijk is dat de betrokken ambtenaar een opzettelijke, zware of gewoonlijk voorkomende lichte fout heeft begaan;
2°) indien de ambtenaar van meet af aan en zonder enige grond heeft geweigerd strafbemiddeling te aanvaarden;
3°) indien de ambtenaar een vordering instelt tegen een ander personeelslid;
4°) indien de ambtenaar een vordering instelt tegen de gemeente;
5°) indien de stelling van de ambtenaar niet verdedigbaar is;
6°) indien de derde een billijk en ernstig schikkingsvoorstel doet;
7°) indien de ambtenaar overweegt beroep in te stellen tegen een genomen rechterlijke beslissing, terwijl hij geen serieuze kans van slagen heeft.

§3. - De weigering om bijstand te verlenen moet gebaseerd zijn op het duidelijke bestaan van een van de in de leden 1 en 2 vermelde uitsluitingsgronden en moet uitdrukkelijk gemotiveerd worden, overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

§4. - Indien de rechtsbijstand niet is verleend overeenkomstig artikel 2 en indien uit de rechterlijke beslissing of het politieonderzoek blijkt dat deze weigering ongegrond was, heeft de ambtenaar recht op terugbetaling van de kosten die hij in het kader van de procedure heeft gemaakt, binnen de grenzen van artikel 2, §2.

Wanneer daarentegen rechtsbijstand is verleend, maar uit de rechterlijke beslissing of het politieonderzoek blijkt dat deze bijstand niet had mogen worden verleend, kunnen de door de gemeente in verband met de procedure gemaakte kosten op de gemeenteambtenaar worden verhaald, op de in artikel 6 vermelde manier.

Art. 4: procedure

§1. - Om de in artikel 2 bedoelde financiële bijstand aan te vragen, vult de ambtenaar het bijgevoegde formulier in en dient hij dit in bij de juridische dienst (persoonlijk of per e-mail via servicejuridique@1030.be), die het ter beslissing zal voorleggen aan het College.

Art. 5: keuze van de advocaat, betaling van de facturen en regeling van de gerechtskosten

§1. - De ambtenaar stemt ermee in dat zijn belangen worden verdedigd door de advocaat die de gemeente aanwijst. Indien de advocaat nalatig is geweest bij de verdediging van de belangen van de ambtenaar, kunnen de ambtenaar en de gemeente overeenkomen dat de advocaat wordt vervangen.

§2. - De advocaat van de ambtenaar kan verzoeken om betaling rechtstreeks bij de gemeente indienen. De ambtenaar kan ook zelf de honoraria betalen en vervolgens de gemeente om terugbetaling verzoeken, binnen de grenzen van artikel 2, §2.

De terugbetaling gebeurt op basis van de volgende elementen:

- een gedetailleerde factuur van de door de advocaat geleverde diensten
- inzage in de belangrijkste processtukken ter staving van de verlening van deze diensten
- betalingsbewijs.

§3. - Indien gerechtskosten (inclusief een rechtsplegingsvergoeding) worden toegewezen aan de ambtenaar door de rechterlijke instantie waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, treedt de gemeente voor de terugvordering van die kosten in de rechten en vorderingen van de ambtenaar, tot het bedrag gelijk aan het honorarium en de kosten van de advocaat die krachtens artikel 2 zijn betaald.

Art. 6: verhaal door de gemeente

In de gevallen zoals bedoeld in de artikelen 3, §4, al. 2 en 5, §3 worden de modaliteiten voor de terugvordering van de proceskosten en van de kosten voor rechtsbijstand door de gemeente van de ambtenaar overeengekomen met de gemeenteontvanger.

In geval van onenigheid of niet-naleving van de in onderling overleg vastgestelde betalingsregeling kan de gemeente deze bedragen inhouden op de bezoldiging van de ambtenaar, binnen de grenzen die zijn vastgelegd in artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van de bezoldiging van de werknemers.

TITEL II: INWERKINGTREDING

Art. 7: Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 XXX 2022. De bepalingen ervan zijn vanaf die datum van toepassing op elke opzettelijke gewelddaad die tegen gemeenteambtenaren wordt gepleegd.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 juni 2022.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE